

Arrêté n° 2025 - **518** - A

Le présent arrêté sera publié sur le site de la ville de Montbrison à compter du **30** /10/2025

COMMUNE de MONTBRISON

DOSSIER : N° AP 042 147 25 00036
Déposé le : **10/10/2025**
Demandeur : **Mme Sibel YILMAZ**
Sur un terrain sis à : **28 rue St Jean à**
MONTBRISON (42600)
Référence(s) cadastrale(s) : **BK 305**

**DELIVRANCE D'UNE AUTORISATION PREALABLE d'un dispositif ou d'un matériel supportant
une enseigne**

PRONONCE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE de MONTBRISON

Le Maire de la Commune de MONTBRISON

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 581-8 et L.581-18 ;

VU le code du patrimoine et notamment ses articles L. 632-1 et L. 632-2 ;

VU le règlement National et notamment ses articles R. 581-59, R. 581-62, R. 581-63, R. 581-64 et 65 ;

VU la demande d'autorisation préalable présentée le 17/10/2025 par Mme Sibel YILMAZ, pour l'installation d'enseignes ;

VU l'accord du 24 octobre 2025 de l'architecte des bâtiments de France du département de la Loire ;

CONSIDERANT que ce projet d'enseignes est situé dans le périmètre du site patrimonial remarquable de la commune de Montbrison ;

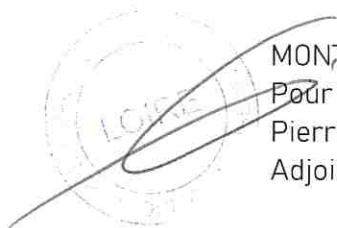
CONSIDERANT qu'en l'état, ce projet est de nature à porter atteinte à ce ou ces monuments historiques, il peut cependant y être remédié :

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La demande d'autorisation présentée par Mme Sibel YILMAZ, afin d'installer une enseigne parallèle sur son lieu d'activité sis au 28 rue St Jean à MONTBRISON (42600) est **autorisée sous les réserves énoncées à l'article suivant.**

ARTICLE 2 : Le projet aura une mise en teinte uniforme sur l'ensemble de la devanture en coloris M19. Les lettres seront réalisées en coloris M15, la teinte dorée brillante étant expressément exclue.

ARTICLE 3 : Le Maire de la commune de Montbrison est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur.



MONTBRISON, le 27 octobre 2025

Pour le Maire

Pierre CONTRINO

Adjoint Délégué

Observations :

Pour rappel, cette autorisation est liée à la DP 042 147 25 00314.

EN 042 147 25 00036

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.